

Convention collective départementale
IDCC : 1369. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES
(Loire-Atlantique)
(29 avril 1985)
(Bulletin officiel n° 1986-50 bis)
(Étendue par arrêté du 29 mai 1987,
Journal officiel du 5 juillet 1987)

ACCORD DU 18 MAI 2018
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES
ET AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES POUR L'ANNÉE 2018

NOR : ASET1850783M
IDCC : 1369

Entre :

UIMM Loire-Atlantique,

D'une part, et

CFDT ;

CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les représentants :

- de l'union des industries de Loire-Atlantique ;
- des organisations syndicales de salariés soussignées,

ont décidé de fixer dans les conditions ci-après les appointements minimaux garantis prévus par l'article 18 de l'avenant « OATAM » de la convention collective de la métallurgie de Loire-Atlantique.

Article 1^{er}

Rémunérations annuelles garanties
du personnel non cadre à partir de l'année 2018

Les parties conviennent de fixer comme suit le barème des rémunérations annuelles garanties (RAG) à partir de l'année 2018, telles que définies dans la convention collective de la métallurgie de Loire-Atlantique à l'article 18, partie B de l'avenant « OATAM », pour un horaire hebdomadaire effectif de 35 heures, soit 151,67 heures mensuelles.

Les RAG doivent être adaptées à la durée du travail effectif à laquelle sont soumis les personnels visés.

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RAG
I	1	140	17 987
	2	145	17 993
	3	155	18 006
II	1	170	18 041
	2	180	18 086
	3	190	18 218
III	1	215	18 776
	2	225	19 043
	3	240	19 690
IV	1	255	20 403
	2	270	21 314
	3	285	22 437
V	1	305	24 112
	2	335	26 811
	3	365	29 794
	3	395	32 644

Conformément à l'article 18, partie B, § 10 de l'avenant « OATAM », les RAG ci-dessus seront majorées de 3 % pour les ouvriers et de 5 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

Conformément aux dispositions de l'accord national du 28 juillet 1998 sur l'organisation du travail dans la métallurgie modifié, la rémunération des salariés en forfait en jours sur l'année ne peut être inférieure à la RAG correspondant au classement de l'intéressé pour la durée légale du travail, majorée de 30 %.

Toutes dispositions seront prises en cours d'année par les entreprises pour que, lors de la comparaison faite en fin d'année en application de l'article 18, partie B, § 7 de l'avenant « OATAM », l'éventuel complément à verser au salarié ne soit pas supérieur à 2,5 % de la RAG correspondant à sa classification.

Article 2

Rémunérations minimales hiérarchiques

Valeur du point au 1^{er} juin 2018

Les parties soussignées conviennent de fixer comme suit la valeur du point applicable aux coefficients figurant dans la classification définie à l'annexe I de la convention collective de la métallurgie de Loire-Atlantique.

La valeur du point, base 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixée à 5,44 € à compter du 1^{er} juin 2018.

Barème au 1^{er} juin 2018

L'application de la valeur du point ainsi fixée conduit à la mise en place des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) données dans le tableau suivant.

NIVEAUX	ÉCHELONS	COEFFICIENTS	RMH
I	1	140	761,60
	2	145	788,80
	3	155	843,20
II	1	170	924,80
	2	180	979,20
	3	190	1 033,60
III	1	215	1 169,60
	2	225	1 224,00
	3	240	1 305,60
IV	1	255	1 387,20
	2	270	1 468,80
	3	285	1 550,40
V	1	305	1 659,20
	2	335	1 822,40
	3	365	1 985,60
	3	395	2 148,80

Conformément à l'article 18, partie A, § 5 et § 6 de l'avenant « OATAM », les RMH ci-dessus seront majorées de 5 % pour les ouvriers et de 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

Conformément aux dispositions de l'accord national du 28 juillet 1998 sur l'organisation du travail dans la métallurgie modifié, la prime d'ancienneté prévue à l'article 20 de l'avenant « OATAM » des salariés en forfait en jours sur l'année est majorée de 30 %.

Article 3

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 4

Enregistrement et dépôt

Le présent accord est établi en nombre suffisant d'exemplaires originaux pour être remis à chacune des parties contractantes et pour le dépôt auprès du ministère du travail ainsi qu'aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Nantes et de Saint-Nazaire, conformément aux dispositions de l'article D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Saint-Herblain, le 18 mai 2018.

(Suivent les signatures.)